Numéro 5
Samedi
6 ocotbre 1979
Prix : 1 F
12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Pressions et repressions dans les stations régionales de Télé • Hubert Dubedout : Barre et le patronat mettent les élus locaux au banc des accusés • Brejnev annonce aux délégués de l'Internationale socialiste «des déclarations importantes et neuves sur le désarmement» • Marche des femmes avec le P.S. cet après-midi à Paris • Mots croisés avec Paul Quilès

François Mitterrand accuse :

«Vous n'êtes pas intervenu en Centrafrique pour arrêter le crime mais pour en effacer la trace»

François Mitterrand posait, hier, à l'Assemblée Nationale, une question au Premier Ministre sur l'action de la France en Centrafrique. Mais le Premier Ministre ne s'était pas dérangé. Ni le Ministre de la Coopération. C'est le secrétaire d'Etat, Bernard Reymond, qui avait été chargé, à leur place, de ne pas répondre.

François Mitterrand a démontré que le gouvernement et l'Elysée étaient parfaitement au courant des actes de terreur et de répression sauvage auxquels s'est livré le tyran Bokassa pendant des années. Il a rappelé qu'il était lui-même intervenu à l'Assemblée, dès 1972, au moment du massacre qu'on avait appelé «le bal sanglant de Bangui». C'est la veille de cet évènement dramatique que le clown criminel, qui n'était pas encore empereur, avait déclaré «nous nous attendons à avoir demain des cas de décès».

La parfaite connaissance de cette situation n'a pourtant pas empêché le gouvernement et le Président de la République de continuer à se compromettre et à compromettre la France. «ce furent les parties de chasse, les embrassades, les touchantes scènes de famille, les réceptions dans les châteaux accumulés par l'empereur déchu, les cérémonies grotesques du sacre, les fréquents voyages du président, se reposant de ses lourdes charges de préférence auprès des grands fauves de Centrafrique».'

François Mitterrand demande alors pourquoi on a ainsi abaissé notre pays. «il est clair dit-il que le Président de la République ne veut pas que l'opinion sache ce qui se passe là-bas. Quant à la dernière intervention armée, il s'agissait moins d'un acte humanitaire, que de préserver des intérêts d'argent».

Le premier secrétaire du P.S. cite les gros intérêts privés qui ont la haute main sur les productions de café, de coton, de bois, de sucre et sur la commercialisation du diamant. Il énumère les grandes sociétés à capitaux français : ELNACEL, COTONAF, COTOFRAN, UCCA, ICCA, etc... qui se partagent ces marchés. Il demande également qui a profité de «la vente forcée» de dizaine de milliers de costumes, lorsque Bokassa a eu la fantaisie de changer d'un seul coup les uniformes de tous ses soldats.

«Il n'est donc pas «stupide et injurieux» comme l'affirme le Président de la République de dire que des intérêts privés recherchent, en Centrafrique, des avantages économiques. Il n'est pas «stupide et injurieux» de dire que Bokassa dispensait des libéralités dont profitaient les particuliers et qu'un certain nombre de grands intérêts se sont servis de lui».

François Mitterrand a demandé en conclusion que soient précisés, dans cette sinistre affaire, le rôle de notre armée, le rôle de notre ambassade, le rôle de nos ministres «qui disent tout et le contraire» et le rôle de la France.

Le secrétaire d'Etat de service s'est bien évidemment gardé de répondre. Ce qui a conduit François Mitterrand à constater : «vous n'êtes pas intervenu pour arrêter le crime qui durait depuis 14 ans. Vous êtes intervenu pour en effacer la trace».

Georges Fillioud

épinglé

«Je crains qu'il n'ait pas assez de caractère et de courage. Si demain les paras français partaient, il partirait sans doute avec eux».
Pierre Messmer parlant de David Dacko.



Jospin, Carlsson, Brejnev

Désarmement
Brejnev est inquiet

Lire notre document en dernière page

FR3 Nancy : offensive anti-syndicale
Opération politique

FR3 Nancy : une station «régionale» comme les autres, avec une équipe rédactionnelle d'une dizaine de journalistes nommés depuis Paris et dont pas un seul, comme le veut la règle, n'est originaire de la région dont elle assure la couverture (Lorraine-Champagne-Ardennes). A sa tête, un patron de choc : Claude Lefevre. En août dernier, il s'avise que deux des membres du comité d'entreprise, Pascale Henninot et Pierre Boudy, sont

(suite en page 2)

POSITION

Réforme de la fiscalité locale

A Pâques ou à la Trinité

par Hubert Dubedout

Une campagne bien orchestrée menée par le CNPF, amplifiée par M. BARRE, met les élus locaux au banc des accusés. Les voilà coupables du gonflement excessif de leurs budgets, comme si les contraintes d'un gouvernement qui, artificiellement, a maintenu à 6,5 % l'an l'indexation d'une part de leur recettes n'avaient pas existé.

Contraintes multipliées d'année en année par la croissance des charges transférées dans les domaines des transports, des routes, de l'aide sociale, de la culture etc etc.

Tout cela pour cacher que gouvernement et majorité sont malades de la taxe professionnelle : malades pour avoir voté en 1975 une mauvaise loi malgré les conseils d'André Boulloche et des députés socialistes qui avaient proposé une simulation préalable qui leur a été refusée.

Le bénéfice électoral de l'opération a été évident pour la majorité : artisans, commerçants et professions libérales ont vû leurs patentes diminuer dans des proportions considérables. Mais comme il s'agit d'un impôt de répartition les employeurs ont payé la différence. Le CNPF réagit, le gouvernement constate l'inanité de cette loi anti-économique. Mais comment revenir sur les avantages acquis par les commerçants et artisans ?



Photo Delluc - Viva

Le débat sur la taxe professionnelle est donc au premier plan de la discussion. Faut-il changer l'assiette de cet impôt ?

Cette loi se contente de demander les simulations refusées aux socialistes et renvoie à 1982 ou 1983 la décision. En somme à Pâques ou à la Trinité, comme si les échéances électorales intermédiaires étaient sans importance sur les décisions à venir !

Paralysie giscardienne

Plus grave, rien n'est prévu pour rendre moins injuste la répartition de la taxe d'habitation qui frappe trop durement les travailleurs et les chômeurs, rien n'est prévu pour adapter la fiscalité foncière aux exigences de la lutte contre la spéculation, amplifiée depuis le vote de la loi foncière de 1975.

Terrible échec ! Comment oser parler dans ces conditions de volonté décentralisatrice ? Quel magnifique exemple de la paralysie giscardienne.

Les socialistes ont une toute autre vision du rôle des collectivités locales, et des moyens dont elles doivent disposer pour faire éclater la centralisation bureaucratique du pouvoir qui nous gouverne.

Ils sauront se battre pour défendre les élus locaux et avec eux répondre aux besoins collectifs de notre société.

Offensive anti-syndicale à FR3-Nancy

suite de la première page

aussi délégués syndicaux, du Syndicat des Journalistes CGT pour la première, Syndicat des Journalists CFDT pour le second.

Les journalistes syndiqués ont de tous temps siégé dans les Comités d'établissement, aussi bien à l'ORTF que, depuis 1974, dans les sociétés issues de sa partition. Mais Claude Lefevre ne l'entend pas de cette oreille : il demande à ces deux-là de se démettre de leurs mandats et, devant leur refus, les assigne en référé devant le tribunal de Nancy. Débouté, il fait appel.

Deuxième échec: la cour rejette l'appel, condamne la station aux dépens et note dans ses attendus qu'il n'y a pas urgence à statuer sur le fond, la présence des deux journalistes au comité d'établissement « ne mettant en péril ni le service public ni les finances de la société ».

Nullement découragé, l'intrépide directeur fait citer une nouvelle fois Pascale Henninot et Pierre Boudy devant le tribunal de grande instance... qui décide, malgré les efforts des représentants de la direction pour hâter les procédures de renvoyer l'audience au 16 octobre.

Claude Lefevre, bien sûr, n'a pas décidé seul de mener cette bataille. Il n'est que l'exécutant d'une stratégie élaborée par l'état-major parisien de FR3, et dont les objectifs visent bien au-delà de la station nancéenne puisqu'il s'agit ni plus ni moins que d'éliminer les représentants des syndicats confédérés, partout où ils sont présents dans les instances de concertation, afin d'éviter qu'ils ne jouent les gêneurs au sein des rédactions régionales alors que s'amorce la campagne pour les présidentielles.

Dispositif de propagande

Les avocats de la chaîne l'ont d'ailleurs annoncé dans leurs plaidoiries : des actions similaires seront intentées à Lyon, à Lille, à Rennes si le jugement de Nancy donne satisfaction à la direction. Alors, l'offensive anti-syndicale pourra se déployer, le dispositif de propagande électorale se mettre en place sur tout le réseau FR3.

Mais rien ne dit qu'il en sera ainsi. Contrairement à ce qu'on semblait espérer à Paris, l'affaire de Nancy a ressoudé l'unité syndicale ; on s'est aperçu qu'un jugement de la Cour de Cassation avait, en 1978, renversé la jurisprudence en reconnaissant l'usage de la double appartenance ; les journalistes se sont mobilisés autour de Pascale Henninot et Pierre Boudy sur qui se sont exercées, vainement, des pressions visant à les faire obtempérer, ou accepter leur mutation dans d'autres stations.

Le jugement devrait intervenir dans les quinze jours qui suivront l'audience du 16. C'est une affaire à suivre.

Labour Party : virage à gauche ?

Les observateurs présents à Brighton à la conférence annuelle du Parti Travailliste s'accordent à penser que la gauche, emmené par Tony Benn a gagné des points en obtenant une majorité sur ses propositions : élections des candidats et méthodes de rédaction du programme.

Mais Callaghan n' a pas dit son dernier mot puisqu'une comission d'enquête doit « réexaminer ces questions ». Et que les syndicats de l'ex-premier sont d'accord pour que la commission comprenne des parlementaires, précisemment menacés par les dispositions votées.

Les sceptiques ajoutent d'autre part qu'au delà des statuts, il y a les moyens les sterlings et que l'argent vient des syndicats.

Alors ? Un certain changement de cap, mais un changement de mentalité sûrement.

Qui est qui ?

MOTS CROISES AVEC PAUL QUILES

Paul QUILES est député du 13e arrondissement de Paris depuis mars 1978. Dès son entrée à l'Assemblée Nationale, il devient délégué aux problèmes de l'énergie. Un an plus tard, à Metz, il est nommé Secrétaire National à l'organisation et aux fédérations.

«Ces fonctions correspondent au regroupement de responsabilités qui étaient, avant Metz, sous l'autorité de trois secrétaires nationaux : Pierre Mauroy, Louis Mermaz et Marie-Jo Pontillon. François Mitterrand et moi sommes tombés d'accord pour penser que la bonne marche du Parti exigeait le regroupement pour assurer une cohérence d'ensemble de fonctions qui, en fait, sont imbriquées les unes dans les autres : l'administration proprement dite, la continuation des fédérations et le secrétariat général des organismes centraux.

«J'ai donc sous ma responsabilité quatre délégués : Béatrice Marre pour l'administration du personnel, des locaux, de l'intendance ; Eugène Teisseire aux fédérations et Françoise Seligmann pour la préparation des secrétariats, bureaux éxécutifs, comités directeurs etc... et pour l'information interne : Poing et la Rose etc... Enfin Gérard Le Gall qui m'épaule directement sur l'évolution des projets.

«Mon objectif c'est de consolider la structure du Parti».

- Certains te reprochent d'avoir des projets trops centralisateurs ?

«Le Parti aboutit, au cours d'un processus démocratique, à adopter une volonté majoritaire et cohérente. Il est indispensable d'avoir les moyens de la faire appliquer. Actuellement, dans un Parti qui a réussi récemment une implantation importante dans tous les recoins du pays, nous avons encore près de la moitié des fédérations qui sont démunies, sans permanences, parfois sans local.

«Les militants qui prennent des responsabilités fédérales n'arrivent pas à faire appliquer les décisions du Parti. Il faut donc opérer une harmonisation et un équilibrage des moyens et passer d'un système de type confédéral à un modèle de communication circulaire. Je veux dire que tout cela n'a un sens que si l'information remonte de la base pour inspirer les décisions et redescendre à la base pour application.

«Nous n'en sommes qu'à la première phase : relations suivies et les plus complètes possibles grâce au «Poing et la Rose - Responsables» et bientôt amélioration du «Poing et la Rose» mensuel envoyé à chaque militant. D'autre part avec l'aide d'Eugène Teisseire, j'ai constitué une Commission consultative de Premiers secrétaires fédéraux, représentatifs du pays (taille de la fédération, répartition géographique etc...) Elle se réunit tous les mois»



- Tes perspectives ?

«Je voudrais arriver à de profonds changements à la fin de l'année prochaine. Avec une organisation efficace, tout devient plus clair. Et notamment, ce qui est une clé du succès, il faut distinguer les problèmes d'organisation des problèmes politiques. La confusion est nocive».

DES COOPERANTS PS RECLAMENT LA DEMISSION DE GALLEY

Dans un télégramme adressé jeudi à Raymond Barre, le G.S.E. Coopération du Parti Socialiste qui comprend les sections de groupe d'entreprises du Ministère de la Coopération, de la Caisse Centrale de Coopération économique SATEC, de l'ORSTOM, de la CFDT, du GERDAT et de l'IRAM «exprime l'indignation du personnel de secteur de la coopération, qu'il s'agisse des coopérants en place outre-mer ou des gens travaillant en France, devant la politique menée par le gouvernement en Centrafrique. Ils réclament le départ du ministre de la coopération et rappellent leur conviction que la mise en place d'un régime démocratique ne peut être l'œuvre que des Centrafricains eux-mêmes».

L'ARMEE ET LA LIBERTE

A l'occasion des manœuvres militaires les plus importantes depuis la dernière guerre qui ont lieu dans la région de Gray, en Haute-Saône, les organisations départementales suivantes : P.S., C.F.D.T., M.A.P. 70, P.S.U., Comité Larzac, Fédération des œuvres laïques, syndicat des Avocats de France, Mouvement d'action judiciaire ont décidé, à l'initiative de la ligue des Droits de l'Homme, d'engager une campagne d'explications sur le non-respect des Droits et des Libertés à l'intérieur de l'institution militaire.
Deux conférences ont été organisées à Gray avec Henri Noguères et M. Miossac. La prochaine aura lieu mercredi prochain, 10 octobre, avec l'amiral Sanguinetti.

Pour une véritable décentralisation REUNION DES ELUS SOCIALISTES

200 conseillers généraux socialistes se retrouveront à Paris aujourd'hui. Cette première réunion nationale depuis les élections de mars 1979 est organisée par la Fédération Nationale des Elus Socialistes et Républicains.

Les participants débattront sur le thème : «Le département dans le projet de loi gouvernemental et les propositions de décentralisation socialistes». Ce projet de loi est en effet le sujet primordial de préoccupation pour tous les élus départementaux puisqu'il prétend donner une autonomie plus grande aux collectivités locales sans leur donner plus de moyens. Autrement dit l'Etat entend se décharger plus que jamais des charges qui lui imposent sur les budgets départementaux (voir l'article d'Hubert Dubedout en page 2).

C'est André Laignel, Délégué Général du Parti et Président du Conseil Général de l'Indre qui introduira le débat. Ce rapport sera suivi de trois contributions :
- le département et l'aide sociale par René Sanvoisin,
- le département et l'éducation par Marie-France Lecuir,
- le département et le transport par André Paysant.

A noter que les conseillers généraux socialistes sont au nombre de 1085 dont 30 Présidents d'assemblées départementales.

QUESTIONS ECRITES

De Christian Laurissergues

Qui attire l'attention du Ministre des Affaires Etrangères sur les conséquences de la mesure de suspension du statut de réfugié prise le 30 janvier dernier à l'encontre de tous les réfugiés politique espagnols, alors que de nombreux témoignages dignes de foi, apportent la preuve de tortures exercées en Espagne sur des prisonniers politiques.

De Guy Bèche

Qui s'étonne auprès du Premier Ministre qu'on ait pû confier à un organisme privé, «le Mouvement Fédéraliste Français» une enquête sur la politique culturelle des villes moyennes.

De Georges Fillioud

Qui demande au ministre de la culture et de la communication combien de temps a été consacré par la chaîne TF1, dans la semaine du 1er au 6 octobre aux monuments et au folklore chinois, au détriment d'une information sur les problèmes qui touchent plus directement les téléspectateurs français.

Télé P.S.

RIPOSTE EST VOTRE QUOTIDIEN. TELEPHONEZ DIRECTEMENT VOS

INFORMATIONS EN NOUS APPELANT SUR LA LIGNE DIRECTE: 281.53.00

Désarmement :

Brejnev fait part de ses inquiétudes

aux délégués de l'Internationale Socialiste

Membre d'une délégation de l'Internationale Socialiste, conduite par Kalevi Sorsa, ex-premier ministre de Finlande et qui comprenait également Bernt Carlsson, secrétaire général de l'I.S. et des représentants des P.S. allemand, autrichien, sénégalais, espagnol, vénézuélien et hollandais, Lionel Jospin est rentré d'U.R.S.S. convaincu que Moscou était inquiet sur le désarmement mondial.

Pendant 4 jours, les délégués de l'I.S. ont eu des entretiens précis et directs, au plus haut niveau, puisque Léonid Brejnev et Boris Ponomarev étaient entourés des responsables soviétiques considérés comme les plus compétents.

Cette visite à Moscou, la première d'une délégation de l'I.S., depuis... la Révolution d'octobre 1917, faisait suite à celles effectuées, également sur le thème du désarmement, auprès du président Carter et des experts américains à Washington, en mai dernier, auprès des «non-alignés» en août à Ceylan et de Kurt Waldheim à l'O.N.U. en septembre.

Cette série de rencontres témoigne, d'une part de l'importance que l'Internationale Socialiste attache aux problèmes du désarmement ; d'autre part, et compte-tenu de la qualité des interlocuteurs, de son audience.

Au cours des entretiens de Moscou, les délégués socialistes ont rappelé leur attachement à un désarmement véritable, portant aussi bien sur les armes nucléaires que sur les armes conventionnelles.

Ils ont souligné les risques de prolifération nucléaire, les problèmes posés sur l'ensemble de la planète par les ventes d'armes et ont proposé de nouvelles méthodes pour rétablir la confiance internationale. Ils ont insisté sur les nécessaires transferts de dépenses militaires vers des dépenses de développement.

Les Soviétiques, quant à eux, et Léonid Brejnev y a personnellement insisté, ont manifesté une triple inquiétude :

- ils estiment que l'on se trouve à un tournant de la détente et qu'un danger pour la paix est réel si les accords Salt II ne sont pas ratifiés sans délai. Sur ce point, l'I.S. a confirmé son souhait d'une ratification rapide.
- ils ressentent les projets d'installation en Europe de vecteurs atomiques américains capables d'atteindre l'U.R.S.S (cruise-missile et pershing II) comme un indice de la relance de la course aux armements et une volonté offensive de l'Occident vis-à-vis des signataires du Pacte de Varsovie. Les délégués de l'I.S. ont déclaré qu'il existait un autre danger pour la détente : le déploiement sur le territoire de l'U.R.S.S., des missiles SS 20 : Jospin a souligné que ces vecteurs nucléaires, puisqu'ils ne peuvent atteindre le territoire américain, n'ont potentiellement d'autre cible que l'Europe.
- ils ont témoigné leur inquiétude du «danger chinois» et ont mis en garde les puissances occidentales contre la tentation de «jouer avec la Chine» en lui vendant des armes.

Brejnev et Ponomarev ont présenté comme une nouvelle proposition, l'acceptation par l'Union Soviétique de discuter, lors de Salt III du potentiel soviétique en armes nucléaires à moyenne portée. Il a été annoncé à cet égard que Brejnev ferait, le 6 octobre en R.D.A., des déclarations «importantes et neuves», mais sur la détente et le désarmement.

Même si cette rencontre Internationale Socialiste - PC-US - a eu lieu sur un thème spécifique, le désarmement, d'ailleurs justifié par le fait que l'U.R.S.S. soit la deuxième puissance mondiale, elle prend un caractère symbolique. Brejnev a déclaré souhaiter poursuivre la discussion avec les partis socialistes et socio-démocrates sur ce sujet, mais aussi sur d'autres...

Les socialistes participent à la marche des femmes

Elles seront des milliers à défiler cet après-midi, à partir de 14h. entre Denfert-Rochereau et la tour Eiffel. Des cars et des trains remplis de femmes venues de 185 villes de province, auront convergé vers Paris pour cette manifestation en faveur de l'avortement libre et remboursé. Parmi elles, de nombreuses femmes socialistes.

En effet, c'est le 29 novembre que la loi Veil, venue à échéance sera rediscutée par l'Assemblée. Et les femmes craignent le pire : mercredi dernier, Monique Pelletier a présenté au Conseil des ministres son projet qui ne fait que reprendre les principales dispositions de la loi de 1974. Avec pour seule ambition d'en préciser l'application. Il serait temps d'ailleurs, puisque dans une vingtaine de départements il est encore actuellement impossible d'avorter et qu'on estime à 100.000 par an les avortements clandestins.

Les manifestantes crieront leur volonté que l'I.V.G. devienne un acte médical normal (remboursé par la Sécurité Sociale) pour toutes, mineures et étrangères compris.

Aussi, demain, le Parti Socialiste donne-t-il rendez-vous à ses militants, à 14 h. au métro Notre-Dame-des-Champs et à 15 h. à un point fixe organisé, sous la tour Eiffel, par la Fédération de Paris.

AQUITAINE

André Labarrère, député-maire, a reçu hier à l'Hôtel de Ville de Pau, le Président de la République en voyage officiel, comme l'exigent la courtoisie et le respect des obligations d'un élu local. Il a déclaré notamment : «Nous ne demandons pas la charité, mais la prise en considération effective des douloureux problèmes liés au développement et à notre position géographique à l'écart des principaux courants d'échange. Certes, il est nécessaire de stigmatiser les responsables de nos difficultés et d'essayer, chacun selon ses options, de forcer le destin politique. Mais cela ne doit pas nous dispenser de rechercher des solutions et d'y travailler. La démagogie est chose facile, et certains dirigeants aussi bien dans la majorité que dans l'opposition, y déploient un redoutable talent».

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Suspendue depuis le 13 juillet dernier, la lettre de l'Unité reparaît quotidiennement sous le titre «RIPOSTE», dans une nouvelle formule plus dense en informations et commentaires et consacrant une large place à la vie du Parti Socialiste. Nous attendons vos informations... vos suggestions et... votre abonnement. (Les abonnements à la Lettre de l'Unité seront servis jusqu'à leur expiration).

Nom et Prénom .....

Adresse .....

.....

☐ Abonnement à 1 an : 250 F. Date et signature :
☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Réglement par chèque bancaire ou postal à adresser à ;
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.

Riposte *La Lettre de l'Unité*
12 cité Malesherbes, 75009 Paris Tél. : 878.40.73
Directeur : Georges Fillioud
Rédaction - Edition : Gérard Colé
Gérard Descotils
Maquette : Yves Bernard
Administration : Nicole Covillers
Numéro de Commission Paritaire : 601.22
Abonnement : 250 F par an
Coordination : OFRES **Imprimerie** Gaulier - Paris